

## Société

## Expulsions d'immigrés clandestins : La France manque d'efficacité

La Cour des comptes pointe les faiblesses de la politique de lutte contre l'immigration irrégulière. Les préfectures sont débordées et la France est très en retard sur l'aide au retour volontaire alors que la priorité est désormais d'expulser les sans-papiers représentant une menace pour l'ordre public.

La politique de lutte contre l'immigration irrégulière coûte cher à la France (1,8 milliard d'euros par an) et son efficacité n'est pas à la hauteur des enjeux, selon un rapport de la Cour des comptes publié jeudi. Sa publication prévue en décembre avait été retardée pour ne pas interférer avec les débats parlementaires sur le projet de loi immigration.

Pour la Cour des comptes, la France peut et doit mieux utiliser les crédits très élevés qui sont alloués à cette lutte contre l'immigration irrégulière. « La plupart des préfectures sont saturées. Il faut renforcer les moyens humains », avance Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes. En cinq ans, le nombre d'OQTF (obligations de quitter le territoire français) a augmenté de 60 % tandis que les effectifs des préfectures ne progressaient que de 9 %.

La pression migratoire varie beaucoup selon les territoires. Dix préfectures sont à l'origine de la moitié des 450 000 OQTF délivrés entre 2019 et 2022 tandis que 50 départements en totalisent moins de 10 %. La France délivre un grand nombre d'obligations de quitter le territoire dont très peu sont exécutées (autour de 12 %). Entre 2009 et 2022, seulement 5 % des sans-papiers sous le coup d'une OQTF ont été placés en rétention. Un sur deux a



Les étrangers présentant une menace pour l'ordre public ou condamnés représentaient plus de 90 % des personnes placées en rétention fin 2022. Photo Sipa/Kamil Zilmoglu

été effectivement éloigné. Le nombre d'étrangers expulsés s'est élevé à 11 409 en 2022, soit 7 500 de moins qu'en 2019, avant la crise sanitaire.

Depuis août 2022, le ministre de l'Intérieur a décidé d'expulser en priorité les étrangers en situation irrégulière qui représentent une menace pour l'ordre public ou qui ont été condamnés.

Les sans-papiers condamnés ou considérés comme potentiellement dangereux représentaient plus de 90 % des étrangers placés en centre de rétention fin 2022, contre moins de la moitié six mois plus tôt. Selon le ministère de l'Intérieur, 4 686 étrangers délinquants ont été expulsés en 2023 contre 3 615 en 2022 et 1 800 en 2021. Reste la question des sans-papiers dont l'éloignement n'est pas prioritaire, observe la Cour des comptes.

La France est très retard sur l'aide au retour volontaire. Un peu moins de 5 000 étrangers

ont accepté de retourner dans leur pays d'origine en 2022, en touchant une somme d'argent qui peut atteindre 2 500 euros.

## Retours volontaires : l'Allemagne en avance

Le dispositif est beaucoup plus utilisé en Allemagne où le nombre de retours volontaires est cinq fois plus élevé qu'en France. Le rapport de la Cour des comptes préconise d'assouplir le dispositif pour le rendre plus attractif. « Il faut une politique plus généreuse et plus efficace », souligne Pierre Moscovici.

Les retours volontaires sont beaucoup moins coûteux que les éloignements forcés. L'État dépense en moyenne 600 euros par jour pour un étranger placé en centre de rétention. Soit un coût de 16 200 euros pour un séjour de 27 jours, auquel s'ajoute celui de l'éloignement qui atteint 4 414 euros en moyenne.

● Luc Chaillot

## People

## La famille Delon se déchire

« Extrêmement choqué », des propos qui pourraient « le nuire »... Alain Delon, 88 ans, a annoncé par son avocat porter plainte contre son fils Anthony, qui lui-même avait déclaré plus tôt dans une interview avoir déposé une main courante contre sa sœur.

Le clan Delon règle ses comptes sur la place publique. Dernier rebondissement en date : jeudi, le père, l'acteur Alain Delon, a annoncé qu'il allait déposer plainte – dans un premier temps pour diffamation – contre son fils aîné, Anthony. Le monument du cinéma français s'est dit « extrêmement choqué du déballage médiatique orchestré » par son enfant, selon les termes figurant dans le communiqué transmis par l'avocat M<sup>e</sup> Christophe Ayela, conseil du père et de la fille, Anouchka.

## « Qu'il me foute la paix »

En cause, une interview d'Anthony Delon parue jeudi dans *Paris Match*, dans laquelle il indique que son père est « affaibli » et « ne supporte plus de se voir comme ça, diminué ». Le fils affirme également avoir déposé une main courante contre sa sœur Anouchka, lui reprochant de ne pas l'avoir informé que leur père aurait échoué à cinq tests cognitifs entre 2019 et 2022. La cadette, qui serait « choquée et attristée par les propos mensongers et insultants » tenus par Anthony dans l'hebdomadaire, pourrait imiter son père en portant plainte pour harcèlement et diffamation contre son aîné.



Anthony et Alain Delon, lors des obsèques de Jean-Paul Belmondo en 2021. Photo Sipa

Une nouvelle passe d'armes dans la famille Delon qui s'ajoute à celle qui opposaient les trois enfants à « la dame de compagnie » de leur père, Hiromi Rollin.

## L'acteur bientôt placé « sous protection judiciaire »

Ce dossier a aussi connu une évolution jeudi : le parquet de Montargis a indiqué que les deux plaintes des enfants Delon à l'encontre d'Hiromi Rollin, notamment pour violence sur personne vulnérable et abus de faiblesse sur leur père, ont été classées sans suite. Tout comme celle de la dame de compagnie de l'acteur à l'encontre des enfants Delon.

Informé par le procureur de la République, Anthony Delon a partagé sur Instagram le courrier du magistrat, lequel mentionne la possibilité d'ouvrir « une procédure de mise sous protection judiciaire » pour Alain Delon au vu de son discernement « totalement aboli » après expertise médicale.

## Pas-de-Calais • Inondations : Christophe Béchu promet des « réponses exceptionnelles »

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu était en déplacement jeudi dans le Pas-de-Calais, toujours classé en vigilance rouge, où la décrue a commencé, deux jours après le début d'un nouvel épisode. « À situation exceptionnelle, réponses exceptionnelles », a promis le ministre, qui a évoqué la possibilité de ne pas demander de nouveau dossier pour classer en catastrophe naturelle les communes déjà touchées « en considérant que c'est le même épisode qui se poursuit ». Outre le fonds d'urgence de 50 millions d'euros annoncé en novembre, « on devra évidemment rehausser notre niveau de soutien », a-t-il ajouté.

## Démographie • La natalité devrait encore baisser

En recul de 6,8 % sur les onze premiers mois de 2023 par rapport à la même période en 2022, le nombre de naissances devrait atteindre en France un nouveau point bas historique sur l'ensemble de l'année, selon des données de l'Insee publiées jeudi. L'organisme met en avant un facteur démographique : le nombre de femmes de 20 à 40 ans, soit en âge de procréer, a diminué. En outre, les générations de femmes moins nombreuses procréeront moins, peut-être en raison de facteurs sociaux, comme la conjoncture économique incertaine ou le réchauffement climatique.

## Gouvernement • Propos de Gérard Depardieu sur les femmes : Olivier Véran « choqué »

Le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, s'est dit jeudi « choqué » par les propos misogynes et insultants envers les femmes tenus dans un documentaire par Gérard Depardieu – et rapportés dans un reportage de l'émission de France 2 –, par ailleurs mis en examen pour viols et agressions sexuelles. « Ces propos me choquent et j'ai une pensée pour les personnes qui se sont senties offensées, qui sont victimes », a déclaré le porte-parole du gouvernement sur BFMTV et RMC.

## Politique

## Hommage à Jacques Delors : de nombreux chefs d'État attendus

De nombreux dirigeants européens sont attendus ce vendredi pour l'hommage national à Jacques Delors président par Emmanuel Macron, qui saluera la mémoire d'un « architecte de l'Europe unie ».

La nation rendra un hommage à Jacques Delors décédé à 98 ans en fin d'année, ce vendredi, aux Invalides, en présence de plusieurs centaines de personnes, notamment de chefs d'État étrangers.

L'hommage national connaîtra une « innovation » liée à la dimension continentale de l'ex-président de la Commission européenne, décédé le 27 décembre : après l'éloge funèbre

d'Emmanuel Macron, la sonnerie aux morts et la *Marseillaise*, retentira l'*Ode à la joie*, l'hymne européen, interprété par l'orchestre de la Garde républicaine, a annoncé l'Élysée. Martine Aubry, la maire (PS) de Lille et fille de Jacques Delors, ne devrait pas prendre la parole, mais elle a pris une part active à l'élaboration de cette cérémonie.

## 2024, année européenne

Tous les actuels chefs d'État européens et ceux qui étaient en poste à l'époque où Jacques Delors était président de la Commission européenne (1985-1995) ont été conviés, de même que les représentants des institutions européennes.

Le président de la République devrait dire que « la France ne serait pas restée une puissance souveraine dans l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui sans Jacques Delors », a expliqué un conseiller à des journalistes. L'Élysée se défend de confondre l'hommage à Jacques Delors avec une tribune pro-européenne à cinq mois des élections de juin 2024.

Mais Emmanuel Macron évoquera forcément l'engagement de Jacques Delors pour une Europe unie et solidaire, et cela aura forcément une résonance avec l'actualité. Les mots choisis par le président seront donc scrutés et analysés à l'aune de la campagne qui va commencer.

● N.M.